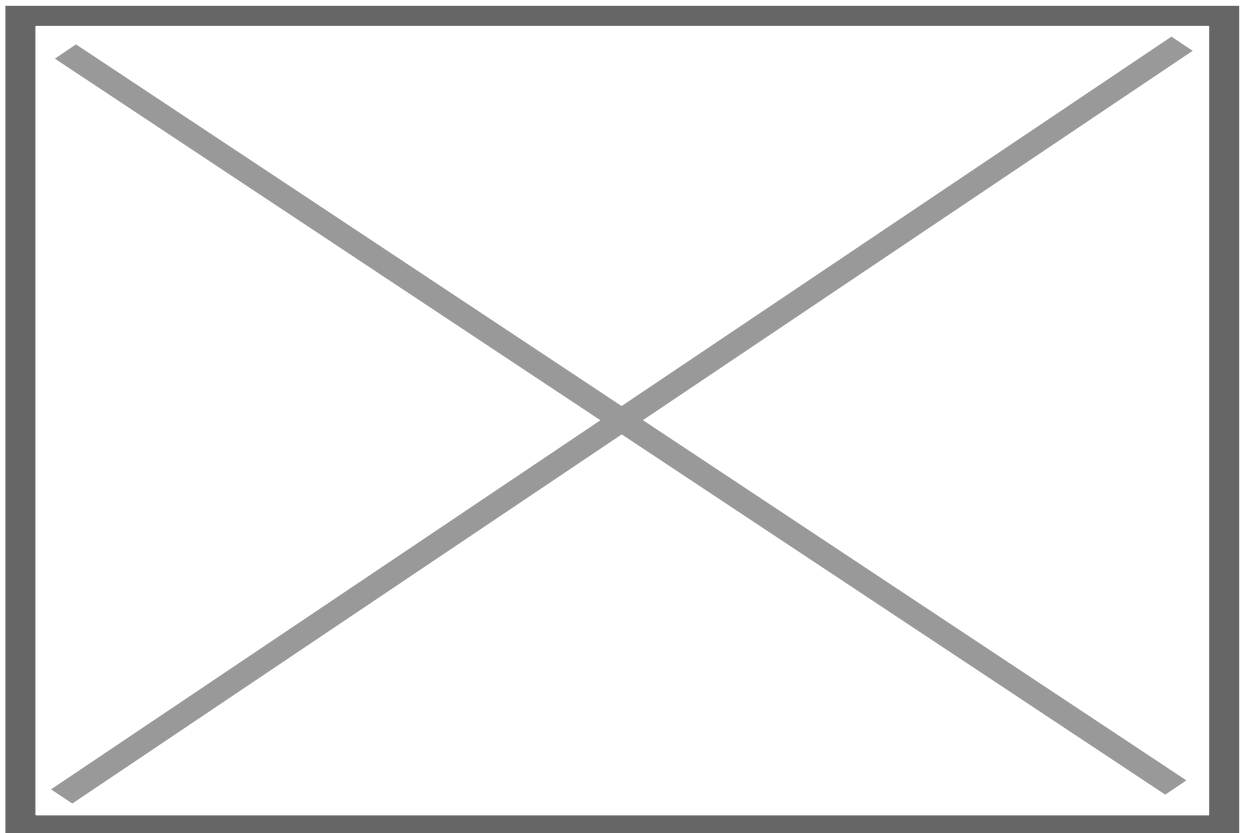


Une Palestine post-Trump

Description

Par Ahmed Abu Artema, le 17 janvier 2021

Les Palestiniens devraient cesser d'espérer un changement de politique à Washington, et faire avancer leur lutte pour la liberté.



Un manifestant brandit une banderole et un drapeau palestinien pendant une manifestation contre la construction de colonies israéliennes illégales à Beit Dajan, en Cisjordanie occupée par les Israéliens, le 8 janvier 2021 [Raneen Sawafta/Reuters]

Pendant des décennies, les Palestiniens ont souffert sous l'occupation coloniale israélienne, soutenue et renforcée par l'aide politique, financière et militaire des Etats-Unis. Cela a permis à Israël d'étendre graduellement son implantation et sa colonisation en Palestine au point qu'actuellement environ 5% seulement des terres de la Palestine historique sont effectivement contrôlées par des Palestiniens.

Ce processus a continué pendant des années, pratiquement sans être perturbé par un quelconque contrôle international, sous couvert du « processus de paix » de Washington et de sa position auto-déclarée de médiateur entre Palestiniens et Israéliens.

Quand Donald Trump est devenu Président des Etats-Unis en 2017, cependant, il a perturbé ce processus soigneusement laboré de colonisation graduelle. Il a adopté l'agenda israélien le plus raciste et le plus extrémiste et a éliminé la pratique établie de manifester un soutien de façade aux droits palestiniens.

Le gouvernement de droite d'Israël a ainsi eu le feu vert pour faire ce qui lui plaisait pendant que le président américain continuait à valider ses actes illégaux et criminels. Cela a effectivement accéléré le processus de mise en place des « les faits sur le terrain » à savoir l'usurpation des terres palestiniennes et la subversion de tout levier politique palestinien, au point où les demandes palestiniennes sont devenues impossibles à respecter et leurs droits sans importance.

Que l'héritage de Trump signifie-t-il pour les Palestiniens ?

Quatre années de Trump

Bien que le Congrès des Etats-Unis ait passé une loi reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël en 1995, les gouvernements successifs des Etats-Unis ont reporté toute action sur ce point en l'absence d'accord entre l'Autorité palestinienne et Israël sur le statut de la ville sainte.

Le 6 décembre 2017, Trump a transformé en réalité ce qui était d'abord sur le papier par un décret plaçant l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Le déplacement a eu lieu le 14 mai de l'année suivante, qui coïncidait avec le 70e anniversaire de la Nakba, que les Israéliens ont marqué en massacrant des dizaines de Palestiniens de Gaza.

Quelques mois plus tard, Trump a annoncé qu'il arrêterait de financer l'*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees* (UNRWA, Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine). Cela n'est pas seulement une catastrophe pour des millions de Palestiniens qui dépendent de l'Office des Nations Unies pour la nourriture, l'éducation et les soins, mais aussi une tentative pour effacer le statut des Palestiniens comme réfugiés et, ce faisant, leur droit au retour. En essayant de détruire l'UNRWA, Trump suivait les instructions du gouvernement israélien qui a fait tout ce qu'il pouvait pendant des décennies pour empêcher les Palestiniens, ethniquement nettoyés, de revenir et de revendiquer leurs terres.

Le droit au retour a été sapé encore plus par le « marché du siècle » proposé par Trump et son gendre Jared Kushner. Copiant le langage des précédentes « initiatives de paix » des Etats-Unis, la proposition promettait la « paix » et la « prospérité » pour les Palestiniens tout en refusant la plupart de leurs requêtes, y compris l'auto-détermination sous la forme d'un état palestinien souverain. En même temps, le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo a annoncé le 18 novembre 2019 que le gouvernement américain considérait que la construction de colonies israéliennes en Cisjordanie n'était pas une violation du droit international.

Pendant ses derniers mois comme Président, Trump n'a pas manqué d'offrir un autre cadeau somptueux à Israël : la normalisation avec les Etats arabes. Cela a encore été un autre coup majeur porté à la cause palestinienne.

Dans le sillage de la Deuxième Intifada, la Ligue arabe a initié une initiative du défunt roi saoudien Abdullah qui est engagée à normaliser les relations avec Israël qu'en échange de l'établissement d'un État palestinien selon les frontières de 1967, du retour des réfugiés et du retrait d'Israël des Hauts du Golan.

En août, les Emirats arabes unis et le Bahreïn ont signé des accords de normalisation avec Israël, sous le patronage du gouvernement Trump, sans demander en retour aucune concession sur la question palestinienne ; le Maroc et le Soudan ont suivi peu après. C'est une nette rupture avec le consensus arabe à « un pays en échange de la paix ».

Ainsi, à la fin de la présidence Trump, les Palestiniens semblent déçus de tout ce qui pouvait leur être retiré.

Une Palestine post-Trump

La victoire de Joe Biden aux élections présidentielles des Etats-Unis en novembre semble avoir apporté un peu d'optimisme dans certains cercles palestiniens sur le fait que les Etats-Unis changeront de politique vis-à-vis des Palestiniens. N'oublions pas que les politiques de Trump n'ont jamais été vraiment en contradiction avec la ligne traditionnelle de Washington sur la Palestine, qui témoigne d'un soutien complet et inconditionnel de l'État israélien.

S'attendre à ce que Biden change quoi que ce soit ou compense le dommage fait par son prédécesseur est stupide. En fait, lui et son équipe ont indiqué très clairement qu'ils ne reviendraient pas sur les décisions de Trump, y compris le déplacement de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Son gouvernement ne soutiendra pas la lutte des Palestiniens pour la justice ; il ne visera pas leur libération, la fin de l'occupation israélienne, le démantèlement du régime d'apartheid israélien ou le retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie.

La leçon que les Palestiniens devraient tirer des quatre longues années de la présidence Trump est de ne parier sur aucun gouvernement américain pour appuyer leurs intérêts et leurs droits ou pour devenir un arbitre objectif. L'élite politique américaine facilite l'occupation israélienne et la colonisation de la Palestine, elle l'a toujours fait et continuera à le faire dans le futur. Et, tout comme Trump, elle continuera à donner à Israël tout ce qu'il veut, que ce soit la légitimation de son vol illégal de terres ou la fourniture illimitée d'armes de pointe à utiliser contre les Palestiniens.

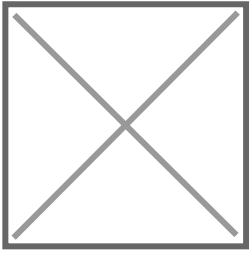
Pleinement soutenu par les Etats-Unis, Israël continue son objectif d'établir les faits sur le terrain à ce qu'il veut établir une domination absolue sur toute la Palestine historique et de rendre impossible un Etat palestinien. Mais il y a un fait qu'Israël a toujours accompli, malgré toute sa puissance militaire, ses ressources financières et l'appui sans limites d'une super-puissance : il ne peut pas effacer les Palestiniens.

Six millions de Palestiniens qui sont déçus de leur liberté et de leur patrie continuent à vivre en Palestine historique. Des millions d'autres Palestiniens vivent dans des pays arabes voisins et dans la diaspora. Leur identité, leur existence même, s'érodent jour après jour la duperie qu'Israël a utilisée pour blanchir son apartheid et se présenter au monde comme une « démocratie modérée ». Plus important encore, la vie et la volonté des Palestiniens sapent

activement l'occupation et l'apartheid israéliens.

Les Palestiniens souffrent de privations et de tourments choquants de la part des Israéliens, mais ils sont tenaces. Leur existence même est devenue de la résistance. Et le temps n'est pas du côté de leur tortionnaire. En ce moment, Israël peut apparaître comme un colonisateur victorieux, ayant levé presque toutes les barrières pour annexer la Cisjordanie. Mais la lutte palestinienne progresse. Dans un avenir pas si lointain, la justice gagnera et les Palestiniens auront leur liberté.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la ligne éditoriale d'Al Jazeera.



Ahmed Abu Artema

Ahmed Abu Artema est un journaliste et militant pacifiste palestinien. Il est l'auteur du livre « Organized Chaos » et de nombreux articles et un des fondateurs de la Grande Marche du retour. Il est réfugié du village de Al Ramla en Palestine.

Source : [Al-jazeera](https://www.aljazeera.com)

Traduction CG pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Ahmed Abu Artema
2. al-jazeera
3. Palestine pro-trump

date créée

2021/01/19